DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/1095 DE LA COMMISSION**du 2 juillet 2021****établissant la méthode de répartition des coûts liés aux opérations d'emprunt et de gestion de la dette dans le cadre de NextGenerationEU**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique,

vu le règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience ⁽¹⁾, et notamment son article 15, paragraphe 4,

vu la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom ⁽²⁾, et notamment son article 5, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) Dans le contexte de la réaction à la crise de la COVID-19, le plan de relance NextGenerationEU a été adopté pour financer des initiatives de relance tout en facilitant la transition écologique et numérique de l'économie de l'Union européenne. À cet égard, les programmes NextGenerationEU sont ceux financés au titre de l'article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) 2020/2094 ⁽³⁾ du Conseil, dans la mesure où ils mettent en œuvre les mesures visées à l'article 1^{er}, paragraphe 2, dudit règlement.
- (2) En vertu de l'article 5, paragraphe 1, de la décision (UE, Euratom) 2020/2053, la Commission est habilitée à emprunter des fonds sur les marchés des capitaux au nom de l'Union à hauteur d'un montant maximal de 750 000 000 000 EUR aux prix de 2018, dont un montant maximal de 360 000 000 000 EUR aux prix de 2018 peut être utilisé pour fournir des prêts et un montant maximal de 390 000 000 000 EUR aux prix de 2018 peut être utilisé pour des dépenses.
- (3) En vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la décision (UE, Euratom) 2020/2053, le remboursement du principal des fonds empruntés pour être utilisés pour les dépenses, ainsi que les intérêts exigibles correspondants, sont à la charge du budget de l'Union.
- (4) Conformément à l'article 15, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/241 et à l'article 220, paragraphe 5, point e), du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil ⁽⁴⁾, les coûts liés à l'emprunt de fonds pour les prêts fournis au titre du règlement (UE) 2021/241 sont supportés par les États membres bénéficiaires.
- (5) Dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée de la Commission pour la mise en œuvre des opérations d'emprunt et de gestion de la dette au titre de NextGenerationEU, les capitaux ne sont plus levés transaction par transaction. Dans ce modèle, les coûts de financement étaient clairement identifiables et liés à une opération d'emprunt donnée et les coûts correspondants pouvaient être transférés au bénéficiaire du prêt en même temps que les recettes de l'emprunt. En revanche, dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée de NextGenerationEU, les décaissements au titre de l'instrument doivent être financés en recourant à une réserve de financement unique, composée d'instruments de financement à court et à long terme, à partir duquel des ressources sont prélevées lorsque les décaissements doivent être effectués au profit des bénéficiaires. La stratégie de financement diversifiée garantit les meilleures conditions possibles lorsque des montants importants assortis d'échéances différentes sont empruntés. Par conséquent, une approche sur mesure est nécessaire pour calculer et affecter les coûts partagés liés à chaque décaissement sur une base juste, équitable et transparente.

⁽¹⁾ JO L 57 du 18.2.2021, p. 17.

⁽²⁾ JO L 424 du 15.12.2020, p. 1.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2020/2094 du Conseil du 14 décembre 2020 établissant un instrument de l'Union européenne pour la relance en vue de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la COVID-19 (JO L 433I du 22.12.2020, p. 23).

⁽⁴⁾ Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

- (6) Afin de garantir cette approche juste, équitable et transparente, la Commission devrait mettre en œuvre une méthode commune et harmonisée concernant les coûts, applicable à la fois aux décaissements relatifs aux prêts et à ceux relatifs aux recettes affectées externes en application de l'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/2094.
- (7) Il convient d'employer une nouvelle méthode de répartition des coûts garantissant l'absence de subvention croisée des coûts d'une catégorie de bénéficiaires par une autre. Les coûts des emprunts affectés aux prêts devraient être entièrement imputés aux États membres qui bénéficient de prêts au titre du règlement (UE) 2021/241. Les coûts des emprunts affectés aux recettes affectées externes en application de l'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/2094 sont entièrement imputés au budget de l'Union sur la base des coûts réels supportés pour la levée et le décaissement de la part respective des recettes aux différents bénéficiaires. La méthode devrait couvrir tous les coûts supportés par la Commission en raison des opérations d'emprunt au titre de NextGenerationEU, y compris l'ensemble des coûts administratifs, et permettre le calcul de différentes catégories de coûts pour chaque décaissement.
- (8) Cette méthode de calcul et de répartition des coûts doit faire la distinction entre trois catégories de coûts. La première catégorie correspond au coût du financement, qui découle des intérêts et des autres charges que la Commission doit payer sur les différents instruments émis pour financer les décaissements en question. La deuxième catégorie est constituée par les coûts de gestion des liquidités, c'est-à-dire les coûts engendrés par les montants détenus temporairement sur des comptes de liquidités en tant que réserves pour honorer les paiements à venir. La troisième catégorie est composée des coûts administratifs liés au renforcement et au maintien de la capacité technique et opérationnelle qui doit permettre la mise en œuvre d'une stratégie de financement diversifiée.
- (9) Le calcul du coût du financement résultant des opérations d'emprunt à long terme devrait être effectué à partir des coûts découlant de toutes les opérations d'emprunt au cours de la période de six mois dans laquelle s'inscrit, en règle générale, la date du décaissement. La compartimentation en périodes de six mois est nécessaire pour que le coût du financement imputé au décaissement soit étroitement lié aux taux prévalant sur le marché au moment où il est effectué, et qu'il ne repose pas sur des coûts de financement exposés au cours d'une période lointaine. Ainsi, les instruments de financement, et les coûts y afférents, sont répartis dans les compartiments idoines. Le montant précis de la réserve des instruments de financement n'est fixé qu'à la clôture du compartiment temporel de six mois. Cela devrait permettre l'application du même coût de financement à tout décaissement simultané affecté au même compartiment temporel, et garantir notamment une approche juste, équitable et transparente entre les États membres. Les États membres et le budget de l'Union pour les recettes affectées externes au titre de l'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/2094 devraient payer leur part respective. Cela permet d'éviter la dimension arbitraire ou aléatoire qui caractérisait le système d'adossement traditionnellement employé. Dans ce modèle, les coûts applicables à un bénéficiaire donné résultaient des conditions qui pouvaient être obtenues le jour même de l'emprunt. À l'exception du premier compartiment temporel, qui devrait couvrir la période du 1^{er} juin 2021 au 31 décembre 2021, chaque compartiment temporel devrait couvrir une période de six mois commençant le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet. La période active du dernier compartiment temporel devrait se terminer le 31 décembre 2026, ce qui donne un total de 11 compartiments. Les compartiments temporels devraient disparaître une fois que les décaissements financés seront entièrement remboursés.
- (10) Bien que les taux d'intérêt appliqués aux bénéficiaires de prêts doivent rester stables, un nouveau calcul périodique et marginal des taux sera effectué lorsque les instruments arrivant à échéance dans la réserve de financement devront être remplacés. La Commission renforcera sa capacité à utiliser des produits dérivés tels que les crédits croisés pour gérer d'éventuels risques résiduels liés aux intérêts et offrir aux États membres la possibilité de contracter des prêts à taux fixe. Les coûts de cette facilité à taux fixe devraient être entièrement et exclusivement supportés par les États membres qui font usage de cette possibilité.
- (11) Les montants des décaissements au sein d'un compartiment temporel devraient être égaux au montant des instruments de financement à long terme affectés à ce compartiment temporel. Dans la plupart des cas, les décaissements des recettes auront lieu et seront imputés au même compartiment temporel que celui de l'émission des instruments de financement à long terme utilisés pour lever les recettes. Toutefois, des retards imprévus dans les décaissements peuvent entraîner des situations dans lesquelles les recettes du financement à long terme auront certes été levées, mais ne pourront pas être décaissées comme prévu initialement. Dans ce cas de figure, le décaissement peut être retardé d'un compartiment temporel au compartiment suivant. Toutefois, si les fonds correspondant à ces

besoins de financement particuliers ont déjà été levés et affectés au compartiment temporel précédent, ils ne peuvent pas être utilisés pour d'autres besoins dans ce compartiment temporel. Dans ces circonstances, il devrait être possible d'affecter les décaissements correspondants au compartiment temporel auquel les instruments de financement ont été affectés. Il devrait également être possible d'affecter les instruments de financement à long terme du compartiment temporel suivant au compartiment temporel précédent si le montant des instruments de financement à long terme de ce compartiment temporel n'est pas suffisant pour couvrir le montant des décaissements.

- (12) Au cours du compartiment temporel précédent, la Commission aura également besoin d'anticiper les besoins de décaissement qui pourraient s'imposer au début du compartiment temporel suivant. Afin de faire face à de telles situations et de s'assurer que la Commission dispose des ressources à des conditions avantageuses pour effectuer des décaissements peu de temps avant la transition d'un compartiment temporel à un autre, la Commission devrait avoir la possibilité d'affecter des instruments de financement à long terme au compartiment temporel suivant.
- (13) La capacité de gérer les liquidités des opérations de financement en accédant à des emprunts à court terme et en détenant des liquidités à des fins prudentielles est une caractéristique essentielle et déterminante de la stratégie de financement diversifiée. Cette gestion des liquidités permettra à la Commission de répondre à tous les besoins de paiement et d'adapter l'émission aux conditions du marché. Cette capacité entraîne des coûts de levée de recettes par l'émission de titres à court terme et la détention temporaire de certaines recettes sur un compte de liquidités afin de garantir la capacité d'effectuer tous les paiements sur demande. La présente décision devrait établir une base pour calculer ces coûts de liquidité et les imputer sur une base juste et équitable à tous les bénéficiaires des recettes concernés dans le courant de l'année en question.
- (14) Des besoins de décaissement supérieurs au montant des instruments de financement à long terme affecté au compartiment temporel concerné, ou des intérêts plus élevés, peuvent entraîner un déficit de liquidités au sein d'un compartiment temporel. Des besoins de décaissement inférieurs au montant des instruments de financement à long terme affecté au compartiment temporel concerné ou des remboursements reçus par l'instrument NextGenerationEU en rapport avec l'encours des décaissements affecté au compartiment peuvent donner lieu à un excédent de liquidités. La compensation de ces excédents ou déficits de liquidités est une exigence inévitable de la mise en œuvre de la stratégie de financement au titre de NextGenerationEU. Ces coûts ne devraient pas être imputés aux différents compartiments temporels, mais devraient être isolés et gérés dans le cadre d'une gestion des liquidités distincte. Il est nécessaire d'établir un mécanisme permettant de distinguer les coûts découlant des déficits ou des excédents de liquidités afin que ceux-ci puissent être absorbés par le programme de financement général sous la forme de coûts de gestion des liquidités. La Commission devrait utiliser le compartiment de gestion des liquidités pour ramener tout solde positif ou négatif dans les compartiments temporels au montant total des décaissements.
- (15) La mise en œuvre de la stratégie de financement diversifiée nécessite l'acquisition de nouvelles capacités nécessaires pour obtenir l'accès le plus avantageux possible aux marchés des capitaux et assurer le maintien de cette infrastructure de manière continue et efficace. Cela inclut les coûts nécessaires à la tenue de comptes de liquidités, à l'acquisition de capacités pour la conduite d'adjudications d'obligations et de titres de créance à court terme de l'UE et à la mise en place de nouvelles capacités internes de traitement des données. Les coûts qui résultent directement de la mise en œuvre des opérations d'emprunt et de décaissement de l'instrument NextGenerationEU devraient être traités comme des frais généraux, avec une distinction des coûts liés à la mise en place et au maintien des infrastructures d'emprunt et de paiement au titre de NextGenerationEU. Ces coûts devraient être pris en compte par le coût du service pour les frais généraux administratifs.
- (16) Le coût du service pour les frais généraux administratifs combine tous les coûts administratifs directement liés à la mise en œuvre de NextGenerationEU. Ces coûts doivent prendre la forme soit de coûts de mise en place, liés à des coûts ponctuels de renforcement de certaines capacités opérationnelles, soit de coûts récurrents, qui sont des coûts inévitables directement imputables aux opérations au titre de NextGenerationEU et qui sont exposés au fil du temps.
- (17) Tandis que les coûts récurrents devraient constituer la partie principale des coûts annuels réguliers imputés aux décaissements effectués au cours d'une année donnée, les coûts de mise en place devraient être imputés comme des charges uniques.

- (18) Les coûts administratifs inclus dans le coût du service pour les frais généraux administratifs devraient être limités à une liste exhaustive de coûts éligibles directement liés à NextGenerationEU. Le coût total du service pour les frais généraux administratifs représente une part très limitée des coûts totaux des opérations au titre de NextGenerationEU. Si, à l'avenir, il s'avérait nécessaire de compléter la liste des coûts administratifs, la Commission mènerait au préalable des consultations appropriées, y compris auprès des experts des États membres. Une telle consultation serait également entreprise avant la modification d'autres éléments de cette méthode qui auront une influence sur les coûts à supporter par le budget de l'Union ou par les États membres.
- (19) Le processus de facturation ex post est conçu de manière à garantir le recouvrement des coûts à partir de 2022, jusqu'à ce que les opérations d'emprunt et de gestion de la dette au titre de NextGenerationEU n'occasionnent plus aucun coût.
- (20) La Commission devrait publier un avis de confirmation pour chaque décaissement, qu'il s'agisse de recettes affectées externes au titre de l'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/2094 ou de prêts accordés aux États membres au titre du règlement (UE) 2021/241 («prêts FRR»).
- (21) Les prêts visés dans le règlement (UE) 2021/241 doivent être mis en œuvre selon des modalités financières standard (profil d'échéance et de remboursement) pour chaque décaissement effectué aux États membres. Pour les décaissements de recettes affectées externes au titre de l'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/2094, l'avis de confirmation devrait constituer le principal élément permettant de déterminer ces modalités financières pour le budget de l'UE. L'avis de confirmation vise à déterminer la créance sur la base de ses modalités financières. Ces modalités doivent inclure la date de décaissement, le montant du soutien financier et la date de paiement du coût du financement des recettes affectées externes conformément à l'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/2094.
- (22) Les références appropriées dans les accords de prêt signés par les États membres préciseront que les coûts des décaissements sont déterminés par l'application de la méthode exposée dans la présente décision.
- (23) La méthode de répartition des coûts détermine le mode de calcul des coûts d'emprunt supportés à la fois par le budget conformément à l'article 5, paragraphe 2, premier alinéa, de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 et par les États membres conformément à l'article 15, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/241. Par conséquent, elle représente un dispositif de gestion des opérations d'emprunt et de prêt au sens de l'article 5, paragraphe 3, de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 et de l'article 15, paragraphe 4, du règlement (UE) 2021/241.
- (24) Afin de garantir une répartition uniforme des coûts dans le cadre du plan de relance NextGenerationEU, la présente décision devrait s'appliquer à compter du 1^{er} juin 2021. La présente décision devant s'appliquer aux opérations d'emprunt et aux décaissements au titre du programme NextGenerationEU effectués avant son entrée en vigueur, elle devrait entrer en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*. La présente décision relative aux prêts accordés aux États membres en vertu du règlement (UE) 2021/241 devrait s'appliquer dès l'entrée en vigueur des accords de prêt correspondants,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

SECTION 1

OBJET, DÉFINITIONS ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Objet et principes directeurs

1. La présente décision établit une méthode unique et unifiée de répartition des coûts de financement, de gestion des liquidités et du service pour les frais généraux administratifs supportés à la suite d'opérations d'emprunt et de gestion de la dette menées dans le cadre de programmes financés au titre de l'article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) 2020/2094, pour autant qu'elles mettent en œuvre des mesures visées à l'article 1^{er}, paragraphe 2, dudit règlement.

2. La mise en œuvre de la méthode de répartition des coûts est guidée par les principes d'équité et d'égalité de traitement, en veillant à ce que les coûts soient répartis sur la base de la part relative du soutien reçu.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente décision, on entend par:

- 1) «instruments de financement», les obligations, les certificats, les billets de trésorerie, les bons du Trésor ou toute autre opération financière appropriée à court ou à long terme, émis dans le cadre de la stratégie de financement de la Commission pour la mise en œuvre des opérations d'emprunt et de gestion de la dette au titre de NextGenerationEU;
- 2) «accord de prêt FRR», un accord entre la Commission et un État membre conformément à l'article 15, paragraphe 2, du règlement (UE) 2021/241;
- 3) «décaissement», tout versement à un État membre dans le cadre d'un accord de prêt FRR au titre de l'article 2, paragraphe 2, point b), du règlement (UE) 2020/2094 ou sous la forme de recettes affectées externes au titre de l'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/2094;
- 4) «période d'intérêt», la période de douze (12) mois, ou toute autre période précisée dans l'avis de confirmation, à compter de la date du décaissement ou de la date précédente de paiement des intérêts;
- 5) «gestion des liquidités», la gestion des flux de trésorerie liés aux instruments de financement et aux décaissements;
- 6) «opérations d'emprunt au titre de NextGenerationEU», les opérations sur les marchés, en particulier les émissions de dette, visant à emprunter un montant maximal de 750 000 000 000 EUR aux prix de 2018, conformément à l'article 5, paragraphe 1, de la décision (UE, Euratom) 2020/2053, y compris les emprunts de renouvellement;
- 7) «opérations de gestion de la dette au titre de NextGenerationEU», les opérations de marché liées à la dette résultant des opérations d'emprunt au titre de NextGenerationEU afin d'optimiser la structure de l'encours de la dette et d'atténuer le risque d'intérêt, les risques de liquidités et d'autres risques financiers;
- 8) «instrument de financement à court terme», le financement par des opérations d'emprunt au titre de NextGenerationEU pour une durée inférieure ou égale à un an;
- 9) «instrument de financement à long terme», le financement par des opérations d'emprunt au titre de NextGenerationEU pour une durée supérieure à un an.

SECTION 2

COMPARTIMENTS ET CALCUL DES COÛTS

Article 3

Compartiments temporels

1. Un compartiment temporel est actif pendant une période de six mois commençant le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet. Cependant, le premier compartiment temporel couvre la période entre le 1^{er} juin 2021 et le 31 décembre 2021. Le dernier compartiment temporel prend fin le 31 décembre 2026.

2. Le compartiment temporel est constitué des décaissements effectués au cours de sa période active et des instruments de financement correspondants qui lui sont affectés. Tout décaissement est imputé au compartiment temporel actif à la date de ce décaissement.

Par dérogation au premier alinéa, si le montant des recettes des instruments de financement à long terme affectés au compartiment temporel précédent dépasse le montant des décaissements affectés à ce compartiment conformément au premier alinéa, les décaissements sont affectés à ce compartiment temporel précédent jusqu'à ce que le montant total des décaissements de ce compartiment temporel atteigne le montant des recettes de l'instrument de financement à long terme qui lui est affecté.

3. Les instruments de financement à long terme autres que ceux visés au paragraphe 4 sont affectés au compartiment temporel actif au moment de la conclusion de l'opération d'emprunt au titre de NextGenerationEU qui en est à l'origine.

Par dérogation au premier alinéa:

- (a) les instruments de financement levés en vue de financer un décaissement dans le compartiment temporel suivant peuvent être affectés à ce compartiment;
- (b) si le montant des décaissements à la fin du compartiment temporel actif dépasse le montant des recettes des instruments de financement à long terme, les instruments de financement à long terme générés par les opérations d'emprunt au titre de NextGenerationEU conclues après la fin de la période active du compartiment temporel sont affectés à ce compartiment jusqu'à ce que le montant des recettes des instruments de financement à long terme atteigne le montant des décaissements de ce compartiment.

4. Les instruments de financement à long terme remplaçant les instruments de financement à long terme arrivant à échéance sont affectés au même compartiment temporel.

Article 4

Compartiment de gestion des liquidités

1. Le compartiment de gestion des liquidités est actif jusqu'au remboursement intégral des fonds visés à l'article 5, paragraphe 1, de la décision (UE, Euratom) 2020/2053.
2. Le compartiment de gestion des liquidités est composé d'instruments de financement à court terme.

Article 5

Calcul des coûts

Les coûts de financement, les coûts de gestion des liquidités et les coûts du service pour les frais généraux administratifs sont calculés conformément à l'annexe de la présente décision.

SECTION 3

FACTURATION

Article 6

Avis de confirmation

1. Pour chaque décaissement, la Commission publie un avis de confirmation précisant les modalités d'établissement de la créance.
2. L'avis de confirmation détermine les modalités de paiement des coûts de financement et de remboursement du principal pour chaque décaissement.
3. L'avis de confirmation visé au paragraphe 1 contient notamment les éléments suivants:
 - (a) le montant du décaissement;
 - (b) l'échéance;
 - (c) le calendrier de remboursement;
 - (d) l'affectation du décaissement à un compartiment temporel;
 - (e) la période d'intérêt et la date de paiement du coût de financement indiquée.
4. L'avis de confirmation des prêts contient également des éléments supplémentaires indiqués dans les accords de prêt FRR.

*Article 7***Facturation des coûts de financement**

La Commission facture les coûts du financement à la fin de la période d'intérêt visée à l'article 2, paragraphe 4. En ce qui concerne les décaissements en tant que recettes affectées externes au titre de l'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/2094, les factures peuvent être regroupées par trimestre de l'année civile.

*Article 8***Facturation des coûts de gestion des liquidités**

Les coûts de gestion des liquidités sont facturés par la Commission au début de chaque année civile pour les coûts supportés au cours de l'année civile précédente.

*Article 9***Facturation des coûts du service pour les frais généraux administratifs**

La Commission facture aux États membres qui bénéficient des prêts FRR le coût du service pour les frais généraux administratifs supportés au cours de l'année civile précédente.

SECTION 4

DISPOSITIONS FINALES*Article 10***Entrée en vigueur et application**

La présente décision entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Elle est applicable à partir du 1^{er} juin 2021.

Fait à Bruxelles, le 2 juillet 2021.

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN

ANNEXE

1. **Calcul du coût de financement**

Le coût de financement (CoF) est calculé selon les étapes suivantes:

Étape 1: calcul des coûts totaux journaliers d'un instrument de financement individuel dans un compartiment temporel ou dans le compartiment de gestion des liquidités

Les charges journalières (ACC) sont calculées comme suit:

$$ACC_{daily} = (notional:100) * coupon * (1:days p.a.)$$

Pour chaque instrument de financement, l'agio/le disagio est réparti de manière linéaire sur la durée de vie de l'instrument:

$$agio/disagio_{daily} = (100 - \text{prix d'émission}) / (\text{date d'échéance} - \text{date d'émission})$$

où *prix d'émission* = *prix global* (y compris les frais bancaires)

Pour chaque instrument de financement, les coûts totaux journaliers sont calculés comme suit:

$$CoF_{daily \text{ per instrument}} = ACC_{daily} + agio/disagio_{daily}$$

Étape 2: calcul des coûts totaux journaliers cumulés du financement

Pour chaque compartiment temporel (TC1-TC11), les coûts totaux journaliers du compartiment avant le nivellement des soldes de liquidité sont la somme de tous les coûts totaux journaliers de chaque instrument de financement affecté au compartiment temporel:

$$CoF_{dailyTC(x)pre\text{-levelling}} = \sum CoF_{daily \text{ per instrument allocated to the TC}(x)}$$

Pour le compartiment de gestion des liquidités (LMC), le coût de financement journalier est calculé comme suit:

$$CoF_{dailyLMCpre\text{-levelling}} = \sum CoF_{daily \text{ per instrument allocated to the LMC}}$$

Étape 3: calcul du solde journalier des liquidités dans les compartiments temporels (TC)

Le niveau du solde journalier des liquidités dans un compartiment temporel est calculé sur une base quotidienne comme suit:

$$Liquidity_{dailyTC(x)} = \text{entrées [recettes d'émission + intérêt}_{prêts/subventions} + \text{remboursements}_{prêts/subventions}] - \text{sorties [décaissements + coupons}_{encours \text{ de la dette}} + \text{remboursements de la dette}]$$

Étape 4: Calcul du coût journalier de la part des instruments de financement comme excédent de liquidité d'un compartiment temporel

Le coût journalier du financement lié à la part des instruments de financement d'un résultat positif de l'étape 3 («excédent de liquidité») est calculé comme suit:

$$CoF_{dailyLiquidity \text{ surplusTC}(surplus)} = CoF_{dailyTC(surplus)pre\text{-levelling}} * Liquidity_{dailyTC(surplus): TC(surplus)}$$

Étape 5: calcul du coût de financement d'un compartiment temporel et du coût du compartiment de gestion des liquidités lorsqu'un compartiment temporel présente un excédent de liquidité.

L'excédent de liquidité est transféré du compartiment temporel concerné au compartiment de gestion des liquidités.

Le coût de financement du compartiment temporel à partir duquel l'excédent de liquidité est transféré est calculé comme suit:

$$CoF_{dailyTC(surplus)post\text{-levelling}} = CoF_{dailyTC(surplus)pre\text{-levelling}} - CoF_{dailyLiquidity \text{ surplusTC}(surplus)}$$

Le coût du compartiment de gestion des liquidités recevant l'excédent de liquidité est calculé comme suit:

$$CoF_{dailyLMCpost\text{-levelling}} = CoF_{dailyLMCpre\text{-levelling}} + \sum CoF_{dailyLiquidity \text{ surplusTC}(surplus)}$$

Étape 6: calcul du coût de financement du compartiment temporel avec déficit de liquidité

Le résultat négatif de l'étape 3 («déficit de liquidité») dans un compartiment temporel est nivelé par un transfert de liquidité du compartiment de gestion des liquidités à son coût de financement journalier (étape 5).

$$\text{CoF}_{\text{dailyLiquidity transfer from LMC}} = \text{CoF}_{\text{dailyLMCpost-levelling}} * \text{montant de transfert: LMC}$$

$$\text{CoF}_{\text{dailyTC(deficit)post-levelling}} = \text{CoF}_{\text{dailyTC(deficit)pre-levelling}} + \text{CoF}_{\text{dailyLiquidity transfer from LMC}}$$

Étape 7: calcul du coût journalier du financement d'un décaissement

Le coût journalier de financement du décaissement est le coût journalier de financement du compartiment temporel après nivellement multiplié par la part relative du décaissement par rapport au compartiment temporel auquel il est affecté.

$$\text{CoF}_{\text{disbursement in TC(x)}} = \text{CoF}_{\text{dailyTC(x)post-levelling}} * \text{encours de décaissement: } \sum \text{encours de décaissement dans TC(x)}$$

2. Calcul du coût de gestion des liquidités

Les coûts de gestion des liquidités (LIQM) sont calculés par trimestre de l'année civile comme suit:

$$\text{LIQM}_{\text{quarter}} = \sum \text{CoF}_{\text{dailyLMCpost-levelling over the quarter}} - \text{RoI of liquidity holdings}_{\text{quarter}}$$

Par dérogation au premier alinéa, les coûts de gestion des liquidités sur la période allant du 1^{er} juin 2021 au 31 décembre 2021 sont calculés pour l'ensemble de cette période comme suit:

$$\text{LIQM}_{2021} = \sum \text{CoF}_{\text{dailyLMCpost-levelling 2021}} - \text{RoI of liquidity holdings}_{2021}$$

La LIQM trimestrielle est affectée à chaque décaissement comme suit:

$$\text{LIQM de décaissement} =$$

$$\text{LIQM}_{\text{quarter}} *$$

$$\text{Encours de décaissement}_{\text{fin du trimestre: } \sum \text{encours de décaissement}_{\text{fin du trimestre:}}$$

3 Calcul du coût du service pour les frais généraux administratifs

Les coûts du service pour les frais généraux administratifs comprennent les coûts administratifs récurrents et les coûts de mise en place des prêts FRR.

3.1. Calcul des coûts administratifs récurrents

Les coûts administratifs récurrents comprennent tous les coûts suivants supportés par la Commission pour l'exécution des opérations d'emprunt et de gestion de la dette au titre de NextGenerationEU:

- (a) les frais juridiques, y compris les frais exposés pour les avis juridiques;
- (b) les frais récurrents de gestion des comptes;
- (c) les frais d'audit externe;
- (d) les frais de maintenance de la plateforme d'adjudication;
- (e) les frais des agences de notation;
- (f) les frais de cotation, de taxes, d'enregistrement, de publication et de règlement;
- (g) les frais liés aux technologies de l'information;
- (h) les dépenses liées aux études de marché.

Dans la mesure où ces coûts sont communs aux opérations d'emprunt au titre de NextGenerationEU mises en œuvre pour d'autres programmes d'assistance financière, les coûts inclus dans le calcul sont calculés au prorata de la part affectée aux opérations d'emprunt et de gestion de la dette au titre de NextGenerationEU au cours de l'année civile concernée. Ces coûts ne sont pas exigibles au titre des prêts FRR pour l'année 2021.

Les coûts administratifs récurrents sont calculés comme suit:

$$\text{coûts administratifs récurrents annuels}_{\text{total}} = \sum \text{postes de coûts administratifs récurrents pour l'année civile}$$

Les coûts administratifs récurrents sont répartis comme suit:

$$\text{coûts administratifs récurrents annuels}_{\text{par bénéficiaire}} = \text{coûts administratifs récurrents annuels}_{\text{total}} * \sum \text{encours de décaissement au profit du bénéficiaire}_{\text{fin de l'année}} : \sum \text{encours de décaissement}_{\text{fin de l'année}}$$

3.2. Calcul et affectation des coûts de mise en place

Les coûts de mise en place comprennent tous les coûts supportés par la Commission pour mener les opérations d'emprunt et de gestion de la dette au titre de NextGenerationEU ou comme assistance technique en relation avec ces opérations, y compris les coûts liés à:

- l'établissement de comptes NextGenerationEU;
- la mise en place d'une plateforme d'adjudication;
- la mise en place d'un outil de gestion des investisseurs;
- d'autres coûts liés aux technologies de l'information;
- les études de marché;
- les frais de conseil.

Les coûts de mise en place par bénéficiaire des prêts FRR sont calculés selon les étapes suivantes:

- Les coûts de mise en place des prêts FRR sont calculés comme suit:

$$\text{coûts de mise en place}_{\text{pour les prêts FRR}} = 48 \% * \sum \text{postes de coûts de mise en place}$$

- Les coûts de mise en place des prêts FRR sont affectés comme suit pour les années 2021, 2022 et 2023 à chaque État membre ayant signé un accord de prêt FRR, l'année de sa signature:

$$\text{coûts de mise en place}_{\text{par prêt FRR signé}} = \text{coûts de mise en place}_{\text{pour prêts FRR}} *$$

montant du prêt signé par État membre_{fin de l'année}: montant total maximal des prêts RFF disponibles pour tous les États membres

- À compter du 1^{er} janvier 2024, les coûts de mise en place non affectés sont calculés comme suit:

$$\text{coûts de mise en place non affectés pour prêts FRR} = \text{coûts de mise en place}_{\text{pour prêts FRR}} -$$

$$\sum \text{postes de coûts de mise en place affectés aux prêts FRR}_{\text{en 2021, 2022 et 2023}}$$

Ils sont affectés comme coûts de mise en place supplémentaires pour les décaissements en faveur des États membres au titre de l'accord de prêt FRR:

$$\text{coûts de mise en place additionnels}_{\text{par bénéficiaire}} = \text{coûts de mise en place non affectés pour prêts FRR}_{\text{fin 2023}} *$$

$$\sum \text{montants de prêts signés par bénéficiaire}_{\text{fin 2023}} : \text{montant total des prêts au titre d'accords de prêt FRR signés}_{\text{fin 2023}}$$

3.3. Calcul du coût du service par bénéficiaire

$$\text{ADMIN CoS}_{\text{Annual}} = \sum \text{postes de coûts administratifs récurrents} + \sum \text{postes de coûts administratifs de mise en place}$$

4. Glossaire des acronymes

ACC _{daily}	Coûts des intérêts courus pour chaque instrument de financement, ventilés par jour
ADMIN CoS _{Annual}	Somme des coûts administratifs pendant l'année civile
agio/disagio _{daily}	Agio ou disagio sur la base du prix d'émission global ventilé par jour

Bénéficiaire	État membre recevant des décaissements au titre de prêts FRR et budget de l'Union bénéficiant d'un décaissement en tant que recettes affectées externes au titre de l'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/2094
CoF d'une créance donnée dans TC(x)	Coût de financement d'une créance dans le compartiment temporel X
CoF _{daily per instrument}	Coût de financement journalier par instrument de financement
CoF _{dailyLMCpost-levelling}	Coût de financement journalier pour le LMC après le nivellement
CoF _{dailyLMCpre-levelling}	Coût de financement journalier pour le LMC avant le nivellement
CoF _{dailyTC(deficit)post-levelling}	Coût de financement journalier après le nivellement pour les compartiments avec un déficit de liquidité initial
CoF _{dailyTC(surplus)post-levelling}	Coût de financement journalier après le nivellement pour les compartiments avec un excédent de liquidité initial
CoF _{dailyTC(x)pre-levelling}	Coût de financement journalier avant le nivellement du compartiment X
CoF _{dailyLiquidity surplusTC(surplus)}	Coût de financement journalier lié à l'excédent de liquidité dans le compartiment temporel
CoF _{dailyLiquidity transfer from LMC}	Coût de financement journalier lié aux liquidités transférées vers le LMC
Coupon	Intérêts payés par l'émetteur sur l'obligation
Liquidity _{TC(x)}	Montant des liquidités dans le compartiment temporel X
LMC	Compartiment de gestion des liquidités
LIQM _{quarter}	Coûts de la gestion des liquidités sur un trimestre
notional	Valeur nominale
RoI of liquidity holdings _{quarter}	Retour sur investissement des détentions de liquidité sur un trimestre
TC(x)	Somme totale des créances et des liquidités du compartiment temporel X